Alain Prigent, *Les instituteurs des Côtes-du-Nord sous la IIIe République. Laïcité, amicalisme et syndicalisme*

Christophe Rault

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/964>

DOI : 10.4000/abpo.964

ISBN : 978-2-7535-1501-7

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2006

Pagination : 175-179

ISBN : 978-2-7535-0273-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Christophe Rault, « Alain Prigent, *Les instituteurs des Côtes-du-Nord sous la IIIe République. Laïcité, amicalisme et syndicalisme* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 113-1 | 2006, mis en ligne le 30 mars 2008, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/964> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.964>

rition. Par le degré plus ou moins développé de ces changements se dessinent deux sortes de principautés. Aucun insigne du pouvoir n'est exposé dans celles qui vivent dans l'orbite de la royauté. En revanche, celles qui revendiquent une certaine souveraineté élaborent des rituels particulièrement explicites, en Bourgogne comme en Bretagne avec François II où la présentation des sceaux du duché par le chancelier Philippe de Montauban manifeste le pouvoir souverain et la « dignité royale » du prince. La quatrième partie porte sur quelques exemples de funérailles particulières (p. 268-312), celles des princes qui rejettent la pompe funèbre et le langage politique (tel Pierre II d'Alençon en 1404), ou celles des femmes ou des enfants. La cinquième est consacrée au cœur du prince (p. 312-344). La division du corps est née de nécessités pratiques, lorsque la mort intervenait loin du lieu de sépulture choisi, comme ce fut le cas pour Saint Louis devant Tunis en 1270, mais dans le dernier quart du XIII^e siècle, la partition corps-cœur-entrailles est devenue un choix volontaire rapidement interdit par Boniface VIII en 1299, mais la bulle pontificale n'eut pas en France le résultat escompté, rois et princes obtenant des dispenses tout au long du XIV^e siècle ; la pratique de la division du corps se raréfia par la suite, exception faite des Angevins. La faveur momentanée auprès des princes résulte de la volonté d'imitation de la royauté, du souhait d'investir des sanctuaires prestigieux (Saint-Martin de Tours pour les Angevins) ou du souci d'occuper divers lieux d'une principauté ou de laisser une trace corporelle dans chaque pièce d'un ensemble territorial dispersé.

Sur un terrain pourtant labouré plus d'une fois, celui de l'histoire de la mort, cet ouvrage, fondé sur une recherche minutieuse et un corpus exhaustif (d'ailleurs, pourquoi un seul document donné en annexe avec le compte des funérailles de Philippe le Bon ?), vient livrer une moisson d'apports nouveaux et de conclusions nuancées. Il est servi par un style clair et précis auquel n'enlèvent rien les rares erreurs chronologiques relevées (p. 123, l'épiscopat angevin d'Ulger ou, p. 323, la date de la mort de saint Bernardin de Sienne, un temps confesseur de René d'Anjou).

Jean-Michel MATZ

PRIGENT, Alain, *Les instituteurs des Côtes-du-Nord sous la III^e République. Laïcité, amicalisme et syndicalisme*, Sables-d'Or-les-Pins, Astoure, 2005, 271 p., 20 €.

Alors que les questions de laïcité sont au cœur de l'actualité, Alain Prigent nous livre une histoire des instituteurs des Côtes-du-Nord sous la III^e République. L'ouvrage est la reprise d'un mémoire de maîtrise réalisé sous la direction de Claude Geslin (*Les syndicats d'instituteurs dans les Côtes-du-Nord, 1919-1940*, mémoire de maîtrise, Université de Rennes 2 Haute-Bretagne, 1998, 230 pages). Le cadre chronologique a été élargi à l'ensemble de la III^e République, et déborde même jusqu'au début du XIX^e siècle.

Alain Prigent est par ailleurs l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à l'histoire syndicale des Côtes-du-Nord. Lui-même enseignant, c'est un familier des organisations professionnelles et des sources mises à sa disposition².

2. Deux principaux types de sources ont été dépouillés : les bulletins d'information publiés par les différentes organisations professionnelles, et les rapports émis par les autorités départementales. Tous ces documents sont conservés aux Archives départementales des Côtes-d'Armor.

L'auteur ne se contente pas de présenter les différentes formes d'engagement des instituteurs et d'en dérouler la chronologie (mouvementée). Il nous propose une réflexion plus large sur le rôle tenu par le militantisme enseignant dans l'implantation durable des idées républicaines dans le département. Il s'agit d'une histoire parfois complexe, faite de multiples luttes : luttes face aux partisans de l'École catholique ; luttes face aux autorités refusant aux instituteurs pendant un demi-siècle la liberté de se syndiquer ; luttes idéologiques et politiques, enfin, opposants les enseignants eux-mêmes.

La première partie de l'ouvrage, consacrée aux rapports entre École, Église et État au XIX^e siècle, ne figurait pas dans l'étude initiale d'Alain Prigent. Elle est le fruit de recherches supplémentaires, dans lesquelles l'auteur intègre les synthèses de références précédemment publiées et d'autres travaux plus récents, comme ceux de notre camarade Ana Sohier³.

La situation de l'enseignement dans les Côtes-du-Nord au XIX^e siècle est désormais bien connue. Elle est marquée par une importante sous-scolarisation par rapport au reste du pays. L'éparpillement de la population, l'utilisation des enfants aux travaux des champs et surtout le manque de structure d'accueil permettent d'expliquer ce retard important. C'est sur ce terreau que vont fleurir, dans la première partie du siècle, les congrégations religieuses chargées de l'éducation des enfants. À travers l'évocation de personnages hauts en couleurs tels que Jean-Marie de La Mennais (fondateur de la Congrégation des Frères de l'Instruction Chrétienne, qui rayonna sur toute la Bretagne jusqu'à son interdiction en 1903), Alain Prigent démontre le dynamisme des autorités religieuses locales en matière d'enseignement. L'instruction est alors vue comme un moyen de reconquérir les « esprits égarés », attirés un moment par les idées progressistes de la Révolution. L'auteur ne conteste pas le rôle de cet encadrement catholique dans les progrès de la scolarisation départementale. C'est notamment grâce aux Frères de l'Instruction Chrétienne que le nombre d'enseignants formés ne cessa de croître pendant tout le XIX^e siècle. En clair, il souligne que le processus de scolarisation est amorcé bien avant la mise en place du programme scolaire de la III^e République. L'œuvre de la Monarchie de Juillet en matière d'éducation (Loi Guizot), suivie plus tard par celle du Second Empire (Loi Falloux)⁴, doit donc être réhabilitée.

Compte tenu du monopole de l'Église sur les questions éducatives, on comprend pourquoi la hiérarchie catholique voit d'un très mauvais œil le développement, à partir de la Monarchie de Juillet, d'une instruction publique dans les Côtes-du-Nord. La création en 1831 d'une École normale à Saint-Brieuc pose en effet les bases d'un enseignement laïque dans le département, dégagé de l'influence de l'Église. À la suite de Gilbert Nicolas, Alain Prigent montre que l'antagonisme fondamental entre les partisans de l'École laïque et ceux de l'École catholique naît à cette époque.

C'est donc dans ce contexte, déjà quelque peu bouillant, que sont mises en place les grandes lois scolaires des années 1880. Les mesures bien connues telles que la mise en place de la gratuité et de l'obligation scolaire ou encore le remplacement des congréganistes par des laïcs sont très mal vécues ici et là. Quelques années plus tard, la politique d'Émile Combes (interdiction aux congréganistes d'enseigner, loi de séparation des Églises et de l'État) avive d'autant plus l'opposition entre les deux camps ennemis. Les actes de résistance qui se

3. SOHIER, Ana, *L'école à Saint-Nicolas-du-Pélem (1829-1907)*, mémoire de maîtrise sous la direction de Gilbert Nicolas, Université de Haute-Bretagne Rennes 2, 2004.

4. Ces deux lois sont toutefois encore largement favorables à l'enseignement catholique.

multiplient alors nous offrent quelques pages mémorables. Les anecdotes locales, parfois cocasses, qui s'y succèdent ne sont pas sans rappeler les conflits de clocher, mis en lumière par Alain Corbin⁵. L'hostilité réservée aux nouveaux instituteurs laïcs lors de leur installation et la violence du vocabulaire employé à l'époque ne manqueront pas de provoquer l'étonnement du lecteur. Reprenant quelques-uns des témoignages d'instituteurs publiés par Jacques et Mona Ozouf⁶, Alain Prigent rappelle le faible niveau des salaires, l'isolement des maîtres dans un monde essentiellement paysan, leurs appréhensions face aux populations parfois hostiles. À travers de très belles pages consacrées à la vie quotidienne des jeunes normaliennes briochines, on comprend d'autant mieux pourquoi les instituteurs et institutrices ont, très tôt, ressenti le besoin de nouer entre eux des liens de convivialité. On touche là aux origines de l'amicalisme et du syndicalisme enseignant dans le département.

Toutefois, l'auteur ne se prive pas pour tordre le cou à certaines idées reçues. Il montre que le recrutement des premiers instituteurs laïcs profite peu aux couches populaires et se fait plutôt au niveau des classes moyennes. De même, emboîtant le pas de recherches récentes, il montre que les idées républicaines se sont, dans l'ensemble, relativement bien imposées dans le département. De fait, la classique opposition entre les « rouges » et les « blancs », si elle correspond à une certaine réalité, doit être largement nuancée. Le camp catholique, comme celui républicain, est loin de former un tout homogène. Par exemple, certains catholiques attachés aux valeurs de la république, ont très tôt rejoint le camp adverse.

Il reste que le combat laïque, c'est-à-dire la volonté de résister face aux ennemis de la République, constitue le principal motif d'engagement des instituteurs.

Alain Prigent démontre que la liberté syndicale représente pour les instituteurs « l'idéal de la profession », « une sorte de terre promise » (p. 132) qui leur est sans cesse refusée. Si l'on retient généralement l'œuvre de la III^e République en faveur de l'instruction, on oublie dans le même temps la répression ministérielle exercée sur le corps enseignant. L'un des intérêts de l'ouvrage est donc de mettre en lumière cette situation paradoxale qui perdure jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Cartel des Gauches en 1924.

Il faut rappeler dans un premier temps que la loi de 1884, sur la liberté d'association, ne concerne pas les instituteurs. Jusqu'au début du xx^e siècle, ils doivent donc se contenter de caisses de secours mutuels ou de cercles pédagogiques, étroitement surveillés par les autorités départementales (Préfet et Inspecteur Académique) et certains édiles particulièrement zélés. Si les réflexions sur les méthodes de travail sont tolérées, les contestations hiérarchiques et les revendications salariales sont officiellement proscrites, puisqu'incompatibles avec le statut de fonctionnaire. Les autorités font cependant preuve de bienveillance à l'égard de la profession, tant que celle-ci reste dominée par les directeurs des grandes écoles urbaines, moins remuants que leurs jeunes collègues ruraux.

La loi de juillet 1901 change quelque peu la donne : les instituteurs s'engouffrent dans la brèche ouverte pour créer la première association professionnelle, l'Amicale (1902). Toutefois, le droit syndical leur reste interdit. La création en 1905 d'un véritable syndicat se fait donc dans l'illégalité la plus totale. Il en est de même pour toutes les structures syndicales mises en place avant 1924.

5. CORBIN, Alain, *Les cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1994, 359 pages.

6. OZOUF, Jacques et Mona, *La république des instituteurs*, Paris, Gallimard/Seuil, 1992.

À partir de là, instituteurs et autorités ne cessent de se défier ; les premiers profitant du comportement exemplaire de la profession durant la Grande Guerre pour légitimer leurs revendications, les seconds s'appuyant sur la politique répressive et anti-laïque du Bloc National.

Même une fois la liberté syndicale reconnue, les conflits se maintiennent, notamment à propos du rôle tenu par les syndicats dans l'avancement des carrières. Par ailleurs, les instituteurs ne cessent de maintenir la pression face à une administration parfois peu encline à appliquer les grandes lois scolaires.

Paradoxalement, c'est peut-être au sein même de la profession que se sont exprimées les plus vives oppositions. Alain Prigent fait en tout cas le choix de développer longuement les lignes de fractures idéologiques qui lézardent le corps enseignant tout au long de la période étudiée. Le lecteur peut parfois se sentir un peu perdu au milieu de tous ces conflits et doit souvent se raccrocher au schéma explicatif de la page 128. Toutefois, l'ouvrage a le mérite de mettre en évidence la réaction des instituteurs face aux évolutions politiques et idéologiques de l'époque. Avec pertinence, il montre que les conflits nationaux et internationaux rejaillissent sur le mouvement syndical enseignant.

Nous avons déjà évoqué l'opposition entre les jeunes maîtres et les grands directeurs. Elle symbolise bien l'hétérogénéité de la profession, la divergence des intérêts et des revendications des uns et des autres. La première scission a lieu en 1925 lorsqu'une fraction d'amicalistes s'oriente vers le syndicalisme, malgré l'interdiction ministérielle. Si ces derniers restent minoritaires jusqu'à la Première Guerre mondiale, Alain Prigent montre bien la poussée continue des idées syndicalistes au sein de la profession. Petit à petit, les instituteurs du département prennent conscience de la nécessité de mener le combat laïque et social (en particulier la lutte pour l'indexation des salaires sur l'inflation) au côté des autres travailleurs (cheminots, ouvriers, etc.). La radicalisation du mouvement a lieu en 1919, lorsque amicalistes et syndicalistes se rejoignent au sein du SMEL (Syndicat des Membres de l'Enseignement Laïque), lui-même affilié à la CGT. La profession parvient un temps à maintenir son unité, malgré la scission syndicale de 1922. Ce choix de l'autonomie face aux deux grandes centrales, symbolisée par le remplacement du SMEL par l'EMEL (Émancipation des Membres de l'Enseignement Laïque), constitue l'un des traits originaux du syndicalisme des Côtes-du-Nord. Toutefois, les vieux clivages ne sont pas oubliés pour autant. La question du soutien à la Russie bolchevique provoque ainsi une nouvelle division en 1923 : « Suivons chacun notre route... nous dans la démocratie... vous dans la dictature » (Michel Burel, secrétaire général du syndicat départemental, p. 139). Comme au niveau national, deux camps diamétralement opposés s'affrontent alors pendant tout l'entre-deux-guerres : d'un côté les majoritaires, favorables au réformisme et à la culture négociatrice ; de l'autre côté, les révolutionnaires, attachés à la lutte des classes et à l'action directe. Finalement, ce n'est que dans les années 1930, face à la montée du fascisme à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire, que les instituteurs choisissent définitivement d'unir leurs forces au sein du Syndicat National des Instituteurs.

En évoquant les grandes figures du syndicalisme départemental, l'auteur parvient à rendre plus vivant cette histoire parfois complexe. Il montre à travers la diversité des parcours de chacun l'originalité et le dynamisme de ce mouvement à l'échelon supérieur. On peut citer parmi tant d'autres évoqués par Alain Prigent, le cas d'Hyppolite Pasquiou, fondateur du Syndicat en 1905 et plusieurs fois sanctionné par l'administration en raison de son activité politique à la tête de la Fédération Socialiste. Les dirigeants des Côtes-du-Nord ont en effet fréquemment occupé le devant de la scène (syndicale comme politique) au niveau national.

Finalement, le lecteur ne doit pas se faire abuser *a priori* par l'identité professionnelle et militante de l'auteur. Certes, Alain Prigent est un homme engagé, un passionné. Toutefois, son ouvrage brille par son exhaustivité et sa rigueur scientifique. Il semble évident que l'auteur aime à rappeler les faits de gloire du militantisme départemental (mobilisation exemplaire lors de la Première Guerre Mondiale, participation active à la Résistance, etc.) Toutefois, l'ouvrage ne sombre jamais dans une sorte d'hagiographie corporatiste. Dans sa première partie, Alain Prigent n'hésite pas à mettre en exergue les comportements extrêmes (extrémistes ?) du camp laïque (on peut citer le cas de Francis Mahéo, contraint de démissionner en 1921 de son poste de secrétaire du SMEL en raison de sa foi catholique). Si l'accent est résolument mis sur l'histoire syndicale départementale, le mouvement amicaliste permet en outre d'aborder les autres aspects de la vie quotidienne des instituteurs (formations, méthodes de travail, loisirs, etc.).

L'étude présentée ici met en évidence l'originalité du mouvement syndical enseignant. Elle montre que malgré les innombrables conflits et scissions, la profession a toujours su s'unir dans les moments de crise pour défendre les valeurs laïques et républicaines. Qui aurait pu croire au XIX^e siècle qu'un département si faiblement industrialisé, marqué par l'imprégnation de l'Église et l'encadrement des anciennes élites, verrait l'émergence d'un mouvement syndical aussi dynamique ?

Enfin, soulignons que les nombreux tableaux statistiques, les documents iconographiques, le dictionnaire biographique et la très riche bibliographie font de cet ouvrage un outil facilement réutilisable (notamment pour toutes les questions syndicales).

Christophe RAULT

CHARMASSON, Thérèse, *Formation au travail, enseignement technique et apprentissage*, Paris, CTHS, coll. « Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques », 2005, 300 p., 22 €.

L'ouvrage rassemble vingt contributions émanant du colloque « *Formation au travail et enseignement technique* » tenu à Nancy en 2002, organisées, pour la publication, en quatre grandes parties. Le classement peut sembler quelquefois aléatoire : par exemple on s'interroge sur la logique qui a fait placer les conceptions éducatives de Carrard et de Don Bosco dans la première partie ; mais les thèmes se chevauchant, on conçoit que la répartition n'ait pas toujours été facile. Par ailleurs, quelques articles, plus proches de la nomenclature que de l'analyse, correspondent assez mal aux titres des rubriques auxquelles ils sont assignés.

L'ouverture de l'ouvrage se fait sur un chapitre général, clair et synthétique, écrit par Gérard Bodé, qui, à partir d'exemples choisis sur l'ensemble du territoire national pour la période 1800-1940, pose pour le lecteur un cadre de références qui structure sa lecture et auquel il peut confronter les situations particulières traitées, dans la suite du volume, à différentes échelles. De fait, les études conduites sur les plans départemental et local, essentiellement pour la fin XIX^e-XX^e siècle, illustrent souvent les lignes de force dégagées par G. Bodé. Il en ressort en effet l'importance numérique des écoles à caractère professionnel mais aussi leur forte atomisation, due à la diversité de leur statut et des